

*Questions orales***LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

pleinement dédommagées pour toute modification fiscale.

Comment le ministre des Finances justifie-t-il l'imposition de ce fardeau financier additionnel à nos institutions d'enseignement dont les ressources sont déjà limitées?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** De toute évidence, monsieur le Président, nous avons établi un principe fondamental et généreux. Nous avons dit que la somme totale des taxes payées par ce secteur n'excédera pas ce qu'il paye actuellement sous forme de taxe de vente fédérale, soit la taxe sur les ventes des fabricants. La question est à l'étude.

Nous poursuivons nos discussions avec les provinces sur les modalités d'application de la taxe afin de simplifier le processus ou de trouver des moyens d'utiliser les relations actuelles entre les provinces, et les établissements postsecondaires.

Je crois que notre façon d'aborder le problème est réaliste, car elle vise à éliminer certaines complications.

**Mme Beryl Gaffney (Nepean):** Monsieur le Président, il n'y a pas un seul administrateur d'université ou de collège qui n'ait affirmé que le ministre des Finances fait erreur.

Sa réponse me laisse soupçonner que le gouvernement se soucie très peu de l'éducation de la jeunesse canadienne.

Le ministre ne convient-il pas que le fait de retenir les ristournes de la TPS aux maisons d'enseignement ne fera en fin de compte que transférer leurs problèmes de liquidités aux étudiants canadiens?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai l'impression que la députée n'a pas écouté ma réponse. Elle a écrit sa question avant que je lui réponde.

• (1500)

Quoi qu'il en soit, je tiens à lui dire que nous avons l'intention de respecter le principe établi et de ne pas alourdir le fardeau de la taxe de vente supporté par ce secteur. Son affirmation est fautive, car nous prendrons bien soin de ne pas alourdir le fardeau des étudiants en leur faisant porter cette charge additionnelle.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je poserai ma question au premier ministre qui a, par le passé, manifesté un certain intérêt pour le sujet que je veux aborder ici.

À la veille d'une session particulièrement cruciale du Parlement sud-africain, l'Afrique du Sud traverse encore une autre crise à cause de la visite de joueurs de cricket britanniques. Il y a eu une recrudescence des manifestations auxquelles les policiers répondent par la force et la brutalité à cause de certaines inquiétudes au sujet de la libération éventuelle de Nelson Mandela.

Je voudrais donc poser au premier ministre les questions suivantes. Quelles démarches le gouvernement canadien a-t-il effectuées à la suite de ces derniers événements? Qu'entend faire le gouvernement si le président de Klerk n'annonce pas certaines mesures concrètes, comme la libération de Nelson Mandela et l'établissement des conditions nécessaires pour reprendre les négociations dans le but d'éliminer l'apartheid?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, comme le sait le député, les pays du Commonwealth et d'autres nations se sont inspirés de la Déclaration du Commonwealth adoptée en octobre 1985 pour prendre certaines mesures contre l'apartheid et pour exiger également la libération de Nelson Mandela, ce qui, après un certain temps, semble imminent.

Les événements des derniers jours sont très inquiétants, puisqu'ils laissent supposer que le président de Klerk a d'autres projets en tête. Le gouvernement du Canada a communiqué directement non seulement avec le gouvernement sud-africain, mais aussi avec les dirigeants et les membres appropriés de l'ANC, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique du Sud, y compris avec les chefs des États limitrophes pour discuter de ces événements. Nous avons été informés de la situation, et je serais heureux de tenir le député au courant des événements à mesure qu'ils se dérouleront.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, le gouvernement est-il disposé à fixer un délai à l'échéance duquel il imposerait des sanctions supplémentaires? Pour faire droit aux doléances du Black United Front de Nouvelle-Écosse pour qui l'importation de T-shirts d'Afrique du Sud est une insulte à la collectivité noire, voudrait-il par exemple interdire